

# Accord-cadre

Réalisation de prestations et supports de communication pour les services et établissements publics de l'Etat en région Pays de la Loire

## REGLEMENT DE CONSULTATION

Référence : 2025\_SGAR\_PDL\_COMM

Accord-cadre passé en vertu des articles R. 2124-2, 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 (appel d'offres ouvert : **pas de négociation possible**), ainsi que R. 2162-1 à -6 et -13 à -14 (accord-cadre à bons de commande) du code de la commande publique. **Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation « CCP ».**

Date et Heure limites de remise des offres :

**23 juin 2025 à 12h00**

**Code CPV principal :**

79000000-4 Conseil en communication, agence de communication et de publicité

**Codes CPV secondaires :**

79340000-9 Services de publicité et de marketing

79416000-3 (Services de relations publiques)

92111200-4 (Production de films et de vidéos publicitaires, de propagande et d'information)

39294100-0 (Produits d'information et de promotion)

Le présent règlement de la consultation comporte 6 pages et 2 annexes

Annexe 1 : Détail quantitatif estimatif (DQE), **document non contractuel**

Annexe 2 : principaux services bénéficiaires



## Caractéristiques principales de la consultation



### POUVOIR ADJUDICATEUR DE L'ACCORD-CADRE

Les services déconcentrés de l'État de la région des Pays de la Loire coordonnent leurs besoins ; le représentant du pouvoir adjudicateur est le préfet de la région Pays de la Loire.



### OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations et supports de communication pour les services et établissements publics de l'État en région des Pays de la Loire (hors ministère des Armées). Les prestations de communication englobent un spectre large de domaines tels que : l'audiovisuel, les relations publiques, le digital, le marketing direct.



### DUREE

Les lots de l'accord-cadre ont une durée de validité de douze (12) MOIS à compter de leur date de notification aux titulaires.

Ils font l'objet d'une reconduction **tacite** pour la même durée, dans la limite de trois reconductions. La durée globale de l'accord-cadre ne peut pas excéder quarante-huit (48) MOIS à compter de sa date de notification.



### LIEUX D'EXECUTION

Les prestations sont réalisées dans les 5 départements qui composent la région Pays de la Loire.

La liste *indicative et non limitative* des services bénéficiaires fait l'objet de l'annexe 2 du présent règlement de consultation. Cette liste est susceptible d'évoluer au cours de l'accord-cadre notamment en cas de déménagements ou de regroupement de services.



### ALLOTISSEMENT DE L'ACCORD-CADRE ET MONTANTS

Cet accord-cadre compte 5 lots techniques. Chaque lot est mono-attributaire.

**Les lots 3 et 5 sont réservés aux structures de l'insertion par l'activité économique et/ou aux structures du handicap** (articles L. 2113-12, L. 2113-13 et L. 2113-14 du CCP).

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum, avec un maximum 1 400 000,00 € HT sur toute la durée de l'accord-cadre, répartis comme suit :



n° du lot	Périmètre par lot	Montant maximum H.T. sur 4 ans
1	Conseil créatif et stratégique, création et conception de supports de communication	1 000 000,00 €
2	Relation de presse/publique et rédaction	50 000,00 €
3	Création, production et post-production audiovisuel	50 000,00 €
4	Accompagnement de la stratégie digitale de communication	250 000,00 €
5	Objets promotionnels éco-responsables	50 000,00 €



**Les variantes ne sont pas autorisées.**



### LANGUE

Tous les documents écrits remis par le candidat au pouvoir adjudicateur doivent être rédigés en langue française ou accompagné d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté, à sa charge.

## Comment candidater ?

L'acheteur procède à l'examen des offres avant celui des candidatures, conformément à l'article R. 2161-4 du CCP. Dès lors, l'acheteur ne procède à l'analyse de la candidature que du seul titulaire pressenti, cette vérification s'effectuant au plus tard avant l'attribution du marché.

**Pour les lots 3 et 5 (marchés réservés),** le nouveau formulaire du DC 2 (cf. article C2) précise que : « Le candidat individuel ou le membre du groupement peut communiquer, dans la troisième colonne, l'adresse internet sur laquelle est disponible la preuve qu'il remplit les conditions propres au marché réservé pour lequel il candidate ainsi que les renseignements nécessaires pour y accéder. **Dans le cas où les informations nécessaires à la consultation par l'acheteur ne sont pas fournies, et si les documents de preuve ne sont pas joints à la candidature,** l'acheteur sollicitera leur production au moment de la vérification des conditions de candidature. »



### DOSSIER DE CANDIDATURE

Les candidats sont invités à présenter leur candidature soit sous forme de **Document unique de marché européen (DUME)**, soit sous forme des formulaires **DC1 et DC2** :

- **DUME** accessible dans la consultation sur PLACE ([www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)) ou sur **Chorus**.



- **DC1 et DC2** accessibles sur le site de la [DAJ](http://DAJ).



#### Éléments de capacité - à transmettre dès la remise des plis :

**1- Le chiffre d'affaires et les effectifs moyens annuels (cf. art. F du DC2 ou DUME).**

**2- La capacité à produire des prestations similaires :**

Présentation d'une liste des principales prestations, en lien avec l'objet de la présente consultation effectuées au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date, le client ainsi que les coordonnées d'un contact. Le candidat pourra présenter tout autre élément permettant de démontrer cette capacité.

**3- L'attestation d'assurance responsabilité civile.**



#### Éléments de non interdiction de soumissionner – à transmettre à l'attribution seulement :

**5- La déclaration sur l'honneur** attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du CCP (cf. art. G du DC1 ou DUME).

**6- Les certificats sociaux et fiscaux** délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L. 2141-2 du CCP.

**7- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (travailleurs détachés) et D. 8254-2 à D. 8254-5 (travailleurs étrangers)** du code du travail, le cas échéant.

**8- Lorsque le candidat est en redressement judiciaire,** il produit la **copie du ou des jugements** prononcés.

**Nota bene :** Les candidats ne sont pas tenus de fournir les justificatifs et moyens de preuves que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel (en particulier via le DUME simplifié) ou d'un espace de stockage numérique (par exemple e-attestations.com), **à condition que figurent dans sa candidature ou son offre toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.**



### DOSSIER D'OFFRE



#### Éléments à transmettre obligatoirement :

Le BPU, le DQE ainsi que le cadre de réponse technique doivent être transmis en format modifiable.

**1- L'acte d'engagement et ses annexes (pièces de prix) complétés.**

Signé électroniquement (une signature scannée n'est pas une signature électronique). La signature n'est pas obligatoire pour le dépôt du dossier. Elle le sera pour la notification du marché.

**2- Le cas échéant, le pouvoir de la personne habilitée à engager la société.**

Si le signataire diffère du président, du directeur ou du gérant de l'entreprise ou de l'agence.

**3- Le mémoire technique et ses annexes** incluant les **CV des personnes en charge de l'exécution des prestations**

Le mémoire technique du candidat doit décrire son offre technique de façon conforme au **cadre de réponse technique** (CRT - annexe 2 à l'acte d'engagement)

**4- Le DQE** - annexe 1 au présent règlement de consultation

**5- Le cas échéant, la demande d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de leurs conditions de paiement (formulaire DC4)**

Dans le DC4, le candidat indique la part qu'il a l'intention de sous-traiter (la sous-traitance totale est interdite).

### Modalités de transmission des offres



Les réponses sont transmises **EXCLUSIVEMENT** sous la consultation « [2025\\_SGAR\\_PDL\\_COMM](#) » et par voie électronique sur la plate-forme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>. Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés. En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées. Toute remise sous une autre forme, hors copie de sauvegarde, sera rejetée.

**Copie de sauvegarde :** Conformément à l'article R. 2132-11 du CCP, les soumissionnaires ont la possibilité de remettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres. Le pli scellé doit impérativement et de manière lisible comporter la mention « copie de sauvegarde » et être adressé à : Préfecture de région Pays de la Loire / SGAR - PFRA / 6 quai Ceineray - BP 33515 - 44 035 Nantes CEDEX 1.

**Durée de validité des offres :** Les offres sont valables pendant cent-vingt (120) JOURS à compter de la date limite de remise des plis.

**La signature des offres n'est pas obligatoire lors du dépôt** sur [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr). Cependant, s'ils le souhaitent, les candidats pourront déposer des offres signées ; en ce cas, par voie électronique **EXCLUSIVEMENT**, au moyen d'un **certificat authentifié**<sup>1</sup> (une signature scannée n'est pas une signature électronique).



### QUESTIONS-REPONSES

Toute question relative à la présente consultation doit être déposée sur la plate-forme [PLACE](#) sous la référence ci-dessus, au plus tard huit (8) JOURS calendaires avant la date limite. Passé ce délai, il n'y sera pas répondu.



### MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le DCE jusqu'à six (6) JOURS calendaires avant la date limite de réception des offres. Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Si le représentant du pouvoir adjudicateur modifiait le DCE au-delà du délai de six (6) JOURS, la date limite de dépôt des offres serait repoussée d'autant. Tous les établissements ayant téléchargé le DCE seraient informés des modifications apportées et de la nouvelle date limite de dépôt des offres.

<sup>1</sup> Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus dans [PLACE](#) (guide d'utilisation - utilisateur entreprise) ou dans le [guide « très pratique » de la dématérialisation des marchés publics](#) (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la direction des affaires juridiques (DAJ) des ministères économiques et financiers.

## Examen des offres et méthode de notation



### NOTATION DE LA VALEUR TECHNIQUE – 100 points (pondération 60 %)

La valeur technique de l'offre est notée sur 100 points selon les sous-critères suivants (par ordre de priorité et arrondie par excès ou par défaut à la deuxième décimale) :

1. Sous-critère n°1 : Moyens humains, organisation dédiée au marché, noté sur 40 points ;
2. Sous-critère n°2 : Méthodologie, noté sur 40 points
3. Sous-critère n°3 : Performance environnementale, noté sur 20 points.

Pour chacun de ces sous-critères, il est demandé aux candidats de répondre soit dans le document « **cadre de réponse technique** », soit dans un document distinct, mais dans cette seconde hypothèse, le support fourni devra respecter l'ordre des thématiques.



### NOTATION DE LA VALEUR FINANCIERE – 100 points (pondération 40 %)

Le prix est noté sur 100 points.

Pour chacun des lots, la note financière est établie sur la base du montant scénario (DQE), renseigné et annexé au présent règlement de consultation. Ce DQE est établi sur la base des tarifs renseignés dans le Bordereau de Prix Unitaires (BPU).

Le candidat complète un DQE par lot ou précise s'il s'agit d'un DQE commun à plusieurs lots.

En tout état de cause, la note sera attribuée pour chaque lot de manière différenciée.

Le candidat proposant le meilleur prix HT obtient la note maximale de 100 points.

La note relative au critère de prix pour les autres candidats est obtenue par application de la formule suivante (arrondie arithmétiquement) :

$$\text{Note obtenue} = 100 \times \left( \frac{M}{C} \right)$$

Avec :

- M représente le prix en €HT de la meilleure offre ;
- C représente le prix en €HT de l'offre du candidat étudiée.

#### Incohérences constatées dans les prix

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. Le candidat sera invité à rectifier son offre pour la mettre en harmonie avec les mentions du BPU.



### DETERMINATION DE LA NOTE GLOBALE

La note globale est constituée de la somme des deux notes (technique et financière) pondérées. Les offres sont classées par ordre décroissant des notes finales obtenues. En cas d'égalité, le classement obtenu à la notation financière sera prépondérant.

### ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Le candidat classé en première position est pressenti pour l'attribution du marché sous réserve qu'il ne rentre pas dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner.



### OFFRES IRREGULIERES, INACCEPTABLES OU INAPPROPRIÉES

Sont éliminées de la présente consultation sans être étudiées, les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées étant précisé qu'est :

- *irrégulière*, une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale. Toutefois, l'acheteur peut autoriser les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai de 3 jours calendaires, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et sous réserve que la régularisation n'ait pas pour but de modifier des caractéristiques substantielles des offres ;
- *inacceptable*, une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure ;
- *inappropriée*, une offre qui est sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

## Autres éléments à noter



### **COTRAITANCE (= GROUPEMENT D'ENTREPRISES)**

Dans le cadre de la consultation, le pouvoir adjudicateur autorise le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois : en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements, ou en qualité de membres de plusieurs groupements, ou en tant que mandataire de plusieurs groupements.

La forme du groupement n'est pas imposée.

**En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.** Chaque membre du groupement conjoint doit faire apparaître distinctement la part de prestations qu'il réalise (poste de tarification, site concerné, etc.) afin de limiter la responsabilité de chaque membre. À défaut, la responsabilité exclusive du mandataire sera retenue.

### **SOUS-TRAITANCE**

Les candidats peuvent présenter leurs sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de leur offre, soit en cours d'exécution du marché. La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC4 (déclaration de sous-traitance) dûment rempli et signé par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant.

### **TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

**Protection des données à caractère personnel des candidats à la présente procédure**



En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

**Coordonnées du délégué à la protection des données :**

[le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr](mailto:le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr)



### **LITIGES ET CONTENTIEUX**

Le représentant du pouvoir adjudicateur, le préfet de la région Pays de la Loire, est signataire de la Charte "Relations Fournisseur Responsables" portée par la Médiation des entreprises et le Conseil national des achats et est labellisé Relations fournisseurs – Achats Responsables adossé à la norme ISO 20400.



L'acheteur et le titulaire, ci-après « les parties » s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché. Le médiateur peut être saisi à l'adresse suivante : [sgar-mediation-achats@pays-de-la-loire.gouv.fr](mailto:sgar-mediation-achats@pays-de-la-loire.gouv.fr).

Les parties peuvent recourir au comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends (CCIRA à Nantes) et/ou au médiateur des entreprises concernant l'exécution du marché public (DREETS), art. L. 2197-4 du CCP.

### **Contentieux**

En cas de contentieux né de l'exécution de l'accord-cadre et des bons de commande, le tribunal administratif de Nantes, territorialement compétent, est saisi

6 allée de l'Île Gloriette CS 24111

44041 Nantes Cedex

Téléphone : 02 55 10 10 02

Télécopie : 02 55 10 10 03

Courriel : [greffe.ta-nantes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nantes@juradm.fr)

Le tribunal administratif peut également être saisi par le biais de l'application [Télérecours citoyens](#).